

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

3 février 2011

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 26 mai 2002
concernant le droit à l'intégration sociale
en vue d'augmenter
l'intervention financière de l'État
dans le revenu d'intégration**

(déposée par Mme Zoé Genot et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

3 februari 2011

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 26 mei 2002
betreffende het recht
op maatschappelijke integratie,
teneinde de financiële bijdrage van de Staat
in het leefloon te verhogen**

(ingediend door mevrouw Zoé Genot c.s.)

RÉSUMÉ

La proposition de loi vise à octroyer aux communes une augmentation annuelle de 5 % de l'intervention de l'État dans le revenu d'intégration, jusqu'au moment où elle atteindra 90 %. En outre, le remboursement des allocations versées aux étudiants est porté à 90 % dès 2011.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe de gemeenten jaarlijks een verhoging met 5 % toe te kennen van het percentage waartegen de Staat bijdraagt aan het leefloon; dat percentage zou geleidelijk oplopen tot 90 %. Bovendien wordt de terugbetaling van de aan studenten betaalde uitkeringen vanaf 2011 op 90 % gebracht.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
Indép./Onaf.	:	Indépendant / Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes:</i> Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	<i>Bestellingen:</i> Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 51 2868/001, en l'adaptant.

Dans son mémorandum fédéral 2010 des CPAS (Centre public d'action sociale), l'Union des Villes et Communes de Wallonie, l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Union des Villes et Communes de Flandre demandent unanimement une augmentation de l'intervention de l'État dans le revenu d'intégration. Ces organisations expliquent en effet que *“le remboursement à 90 % du revenu d'intégration (au lieu des 50 % actuels) et une augmentation réaliste des frais de personnel permettraient aux CPAS de s'engager mieux encore dans l'accompagnement et le travail social en faveur de leurs usagers”*. Actuellement, l'intervention de l'État dans le revenu d'intégration ne s'élève, en effet, pour la plupart des CPAS qu'à 50 %. Pour les CPAS avec au moins 500 bénéficiaires du revenu d'intégration, cette intervention est portée à 60 % et pour les CPAS avec au moins 1 000 bénéficiaires, à 65 %.

Cette majoration du remboursement s'explique par la difficulté de plus en plus grande qu'ont les CPAS pour remplir les missions qui leur sont assignées. Pour reprendre les propos de Dominique Decoux, présidente du CPAS de Schaerbeek, publiés dans *La Libre Belgique* du 19 avril 2010: *“Il y a un fossé de plus en plus important entre ce qu'on veut faire, ce qu'on nous impose, et ce qu'on peut réellement faire. On rêve de donner une réponse adéquate aux besoins les plus criants dans les délais légaux, qui sont courts, on veut aussi assurer un véritable accompagnement social des gens et on veut aussi des assistants sociaux qui soient heureux de travailler au CPAS, qu'ils y trouvent du sens. Mais pratiquement, ces trois objectifs sont de plus en plus difficiles à atteindre. On est par ailleurs dans l'incapacité de faire encore de l'accompagnement social — on gère l'urgence. Les assistants sociaux sont mal comme tout. Il y a une véritable souffrance. Ils ne voient plus le sens de travailler comme assistant social. Ils sont noyés de demandes urgentes”*.

Le mémorandum fédéral de 2003 des CPAS tirait déjà la sonnette d'alarme *“La charge financière supportée par les CPAS, et indirectement par les communes, est importante. Cette situation est difficilement tenable compte tenu du fait que l'assiette de la solidarité au niveau local est limitée”*. En 2010 également, l'Union des Villes et des Communes belges — section CPAS formulait dès lors la requête suivante: *“Afin de compenser*

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt, met een aantal wijzigingen, de tekst over van wetsvoorstel DOC 51 2868/001.

In hun federaal memorandum 2010 vroegen de Afdelingen OCMW's van de Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten (VVSG), de *Union des Villes et Communes de Wallonie* (UVCW) en de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (VSGB) eenparig een verhoging van de bijdrage van de Staat in het leefloon. Die organisaties gaven het volgende aan: *“Met 90 % terugbetaling van de leefloonen in plaats van de huidige 50 % en een hogere en realistische vergoeding van de personeelsomkadering kunnen de OCMW's alvast inzetten op meer begeleiding en maatwerk ten voordele van hun cliënten”*. Momenteel bedraagt de bijdrage van de Staat in het leefloon voor het merendeel van de OCMW's immers amper 50 %. Voor de OCMW's met minstens 500 leefloongerechtigden wordt die bijdrage opgetrokken tot 60 %, voor de OCMW's met minstens 1 000 begunstigden tot 65 %.

Een dergelijke vraag om de terugbetaling te verhogen is ingegeven door het feit dat de OCMW's het almaar moeilijker krijgen om hun taken te vervullen. Terzake kan worden verwezen naar wat Dominique Decoux, OCMW-voorzitter in Schaarbeek op 19 april 2010 in *La Libre Belgique* liet optekenen: *“Il y a un fossé de plus en plus important entre ce qu'on veut faire, ce qu'on nous impose, et ce qu'on peut réellement faire. On rêve de donner une réponse adéquate aux besoins les plus criants dans les délais légaux, qui sont courts, on veut aussi assurer un véritable accompagnement social des gens et on veut aussi des assistants sociaux qui soient heureux de travailler au CPAS, qu'ils y trouvent du sens. Mais pratiquement, ces trois objectifs sont de plus en plus difficiles à atteindre. On est par ailleurs dans l'incapacité de faire encore de l'accompagnement social — on gère l'urgence. Les assistants sociaux sont mal comme tout. Il y a une véritable souffrance. Ils ne voient plus le sens de travailler comme assistant social. Ils sont noyés de demandes urgentes”*.

In hun federaal memorandum 2003 luidden de voormelde Afdelingen OCMW's al de alarmbel toen ze erop wezen dat de OCMW's — en indirect de gemeenten — een grote financiële last moesten dragen, en dat die toestand moeilijk houdbaar was omdat op lokaal vlak de solidariteitsmogelijkheden beperkt waren. Ook in 2010 deed de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten — Afdeling OCMW's het volgende verzoek:

l'augmentation de la charge supportée par les CPAS, nous demandons que la contribution de l'État soit fixée à 90 %. Pour atteindre cet objectif, nous proposons: a) de commencer par augmenter de 10 % en deux ans la contribution de l'État dans le revenu d'intégration; b) de prévoir dès à présent un remboursement à 90 % de l'aide accordée aux étudiants."

Cette volonté de majorer les remboursements des CPAS est par ailleurs partagée par de nombreuses associations de défense des usagers du CPAS. Par exemple, le "Mémoire 2006 Des CPAS qui garantissent le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine" du collectif solidarité contre l'exclusion soutient cette revendication en soulignant que: *"La solidarité doit être organisée au niveau le plus large et la réalisation du droit à la dignité humaine ne peut être laissée à la responsabilité des pouvoirs communaux. [...] la prise en charge fédérale des RIS à 90 % permettra une plus grande égalité de traitement entre les bénéficiaires des différentes communes. Cela soulagera particulièrement les budgets des communes les plus pauvres, qui doivent aider plus de bénéficiaires du RIS tout en ayant moins de moyens"*.

Le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale relèvait également, dans sa note de discussion d'avril 2005 *"Le droit à l'aide sociale 10 ans après le rapport général sur la pauvreté"*:

"La forme actuelle de financement a pour effet de reléguer une partie de la redistribution entre riches et pauvres au niveau communal. L'aide aux plus pauvres doit être dispensée par des communes elles-mêmes appauvries. Une intervention majorée du pouvoir fédéral contribuerait également à atténuer les mesures dissuasives que certains CPAS — mais seulement certains! — poursuivent dans le but d'éviter de voir le nombre de demandeurs augmenter."

La pertinence de ces demandes se trouve confirmée par une comparaison avec les pratiques de la plupart des pays voisins. La prise en charge des pouvoirs locaux est en effet plus grande en Belgique que dans les autres pays européens: aux Pays-Bas, la subvention de l'État correspond à 90 % du revenu minimum, au Grand-Duché du Luxembourg, en France et au Royaume-Uni, elle est de 100 %.

"Om de stijging van de door de OCMW's gedragen last te compenseren, stellen wij voor de tegemoetkoming van de Staat in het leefloon vast te leggen op 90 %. Om dit doel te bereiken stellen we voor a) te beginnen met de tegemoetkoming van de Staat in het leefloon in 2 jaar tijd met 10 % te verhogen; b) voor steun toegekend aan studenten direct in een terugbetaling van 90 % te voorzien."

Die wil om de terugbetalingen aan de OCMW's te verhogen, weerklinkt trouwens evenzeer bij heel wat verenigingen die opkomen voor OCMW-steuntrekkers. Zo wordt in het memorandum 2006 van het *Collectif solidarité contre l'exclusion*, met de titel *"Des CPAS qui garantissent le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine"* die eis als volgt met klem gesteund: *"La solidarité doit être organisée au niveau le plus large et la réalisation du droit à la dignité humaine ne peut être laissée à la responsabilité des pouvoirs communaux. [...] la prise en charge fédérale des RIS[...] à 90 % permettra une plus grande égalité de traitement entre les bénéficiaires des différentes communes. Cela soulagera particulièrement les budgets des communes les plus pauvres, qui doivent aider plus de bénéficiaires du RIS tout en ayant moins de moyens"*.

Ook het "Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting" wees in zijn "Discussienota: Recht op maatschappelijke dienstverlening 10 jaar na het Algemeen Verslag over de Armoede" van april 2005 op het volgende:

"De huidige vorm van financiering heeft als gevolg dat een deel van de herverdeling tussen de rijken en de armen op gemeentelijk vlak naar de achtergrond wordt verdrongen. Aan de armsten kan geen hulp worden gegeven door gemeenten die zelf verarmd zijn. Een verhoogde bijdrage van de federale staat zou tevens het ontradende beleid kunnen afzwakken dat sommige OCMW's — enkele maar! — voeren om een stijgend aantal aanvragers te vermijden."

De pertinentie van die desiderata wordt bevestigd door een en ander te vergelijken met de aanpak in de meeste van onze buurlanden. In België betalen de lokale overheden inderdaad méér dan in de andere Europese landen het geval is: in Nederland komt de staatssubsidie overeen met 90 % van het minimuminkomen; in het Groothertogdom Luxemburg, Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk is dat 100 %.

En cette année européenne de la lutte contre la pauvreté, la présente proposition de loi vise à corriger cette anomalie et à donner suite à la demande émise en cette matière par les associations de défense des usagers du CPAS et par l'Union des Villes et des Communes de toutes les régions de ce pays.

Zoé GENOT (Ecolo-Groen!)
Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen!)
Muriel GERKENS (Ecolo-Groen!)
Eva BREMS (Ecolo-Groen!)
Georges GILKINET (Ecolo-Groen!)
Meyrem ALMACI (Ecolo-Groen!)

In dit Europees Jaar van de Armoedebestrijding strekt dit wetsvoorstel ertoe die abnormale toestand recht te zetten en gevolg te geven aan het verzoek in die zin dat werd geformuleerd door de verenigingen die opkomen voor OCMW-steuntrekkers alsook door de Verenigingen van Steden en Gemeenten in alle gewesten van het land.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

§ 1^{er}. Le pourcentage visé à l'article 32, § 1^{er}, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale est modifié comme suit:

1. 55 % à partir du 1^{er} janvier 2011;
2. 60 % à partir du 1^{er} janvier 2012;
3. 65 % à partir du 1^{er} janvier 2013;
4. 70 % à partir du 1^{er} janvier 2014;
5. 75 % à partir du 1^{er} janvier 2015;
6. 80 % à partir du 1^{er} janvier 2016;
7. 85 % à partir du 1^{er} janvier 2017;
8. 90 % à partir du 1^{er} janvier 2018 et les années ultérieures.

§ 2. Le pourcentage visé à l'article 32, § 2, de la même loi est modifié comme suit:

1. 65 % à partir du 1^{er} janvier 2011;
2. 70 % à partir du 1^{er} janvier 2012;
3. 75 % à partir du 1^{er} janvier 2013;
4. 80 % à partir du 1^{er} janvier 2014;
5. 85 % à partir du 1^{er} janvier 2015;
6. 90 % à partir du 1^{er} janvier 2016 et les années ultérieures.

§ 3. Le pourcentage visé à l'article 32, § 3, de la même loi est modifié comme suit:

1. 70 % à partir du 1^{er} janvier 2011;
2. 75 % à partir du 1^{er} janvier 2012;
3. 80 % à partir du 1^{er} janvier 2013;
4. 85 % à partir du 1^{er} janvier 2014;
5. 90 % à partir du 1^{er} janvier 2015 et les années ultérieures.

Art. 3

Le pourcentage visé à l'article 33, alinéa 1^{er}, de la même loi est modifié comme suit:

1. 75 % à partir du 1^{er} janvier 2011;
2. 80 % à partir du 1^{er} janvier 2012;

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

§ 1. Het percentage als bedoeld in artikel 32, § 1, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wordt gewijzigd als volgt:

1. 55 % vanaf 1 januari 2011;
2. 60 % vanaf 1 januari 2012;
3. 65 % vanaf 1 januari 2013;
4. 70 % vanaf 1 januari 2014;
5. 75 % vanaf 1 januari 2015;
6. 80 % vanaf 1 januari 2016;
7. 85 % vanaf 1 januari 2017;
8. 90 % vanaf 1 januari 2018 en de daaropvolgende jaren.

§ 2. Het percentage als bedoeld in artikel 32, § 2, van dezelfde wet, wordt gewijzigd als volgt:

1. 65 % vanaf 1 januari 2011;
2. 70 % vanaf 1 januari 2012;
3. 75 % vanaf 1 januari 2013;
4. 80 % vanaf 1 januari 2014;
5. 85 % vanaf 1 januari 2015;
6. 90 % vanaf 1 januari 2016 en de daaropvolgende jaren.

§ 3. Het percentage als bedoeld in artikel 32, § 3, van dezelfde wet, wordt gewijzigd als volgt:

1. 70 % vanaf 1 januari 2011;
2. 75 % vanaf 1 januari 2012;
3. 80 % vanaf 1 januari 2013;
4. 85 % vanaf 1 januari 2014;
5. 90 % vanaf 1 januari 2015 en de daaropvolgende jaren.

Art. 3

Het percentage als bedoeld in artikel 33, eerste lid, van dezelfde wet, wordt gewijzigd als volgt:

1. 75 % vanaf 1 januari 2011;
2. 80 % vanaf 1 januari 2012;

3. 85 % à partir du 1^{er} janvier 2013;
4. 90 % à partir du 1^{er} janvier 2014 et les années ultérieures.

Art. 4

L'article 34 de la même loi est remplacé comme suit:

“Art. 34. Pendant la durée d'un contrat concernant un projet individualisé d'intégration sociale conclu en application de l'article 11, § 2, a, dans la mesure où le centre respecte les dispositions prévues aux articles 26 et 28, la subvention est fixée comme suit:

90 % à partir du 1^{er} janvier 2011 et les années ultérieures.”.

16 décembre 2010

Zoé GENOT (Ecolo-Groen!)
Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen!)
Muriel GERKENS (Ecolo-Groen!)
Eva BREMS (Ecolo-Groen!)
Georges GILKINET (Ecolo-Groen!)
Meyrem ALMACI (Ecolo-Groen!)

3. 85 % vanaf 1 januari 2013;
4. 90 % vanaf 1 januari 2014 en de daaropvolgende jaren.

Art. 4

Artikel 34 van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 34. Gedurende de looptijd van een contract betreffende een geïndividualiseerd project voor maatschappelijke integratie gesloten met toepassing van artikel 11, § 2, a, wordt de toelage, voor zover het centrum de bepalingen van de artikelen 26 en 28 nakomt, bepaald als volgt:

90 % vanaf 1 januari 2011 en de daaropvolgende jaren.”.

16 december 2010